

Mopti à l'épreuve du déconditionnement : Koulogon, Ogossagou, Sobane-da, etc. que de paisibles villages anonymes sortis de l'ombre par des drames les uns plus cruels que les autres

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 26 SEPTEMBRE 2019

458

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Lutte contre la corruption au Mali Et si c'était vrai...



Insécurité : Des prêcheurs armés signalés dans plusieurs villages du BéléDougou



Adama Sangaré au pôle économique : Les raisons d'une interpellation

**MOBICASH
SOMAGEP SA**



**SOCIETE MALIENNE DE GESTION
DE L'EAU POTABLE - S.A.**



SPRIT

**Payez vos factures SOMAGEP SA ou
celles de vos proches avec Mobicash.
Composez *166# option 6 puis 4.**

*Les frais varient de 100 F à 250 FCFA selon le montant de la facture.

Une	Lutte contre la corruption au Mali : Et si c'était vrai...	P.4
Brèves	Du haut du 3ème pont de Bamako : Une femme se jette dans le fleuve Niger	P.9
	Encore un camion-citerne qui prend feu ! : Cette fois-ci, sans perte en vie humaine	P.9
	Axe Tombouctou-Goundam : Les bandits armés dépouillent des passagers avant d'incendier leurs véhicules	P.9
	La gestion de l'ACI dans le collimateur de la justice : Les ex-ministres Kalifa Sissoko et Yacouba Diallo poursuivis ?	P.10
	Région de Mopti: Flambée de violence dans le cercle de Bandiagara	P.10
	Trafic illicite : Des moustiquaires imprégnées volées en Guinée retrouvées en grand nombre à Bamako	P.11
	Transport terrestre : Le Mali se limite à Mopti	P.11
	Cambriolage à la Mairie de Niéna : Deux millions de FCFA emportés par les malfrats	P.12
Actualité	«Tout Fana est sur le qui-vive » : Un enfant de cinq ans échappe de justesse à la décapitation	P.14
	New-York, 24 septembre 2019 : Évènement de haut niveau de l'OPDAD sur le thème: "Égalité des sexes et autonomisation des femmes en Afrique"	P.15
	Mopti à l'épreuve du déconditionnement : Koulogon, Ogossagou, Sobane-da, etc. que de paisibles villages anonymes sortis de l'ombre par des drames les uns plus cruels que les autres	P.16
	Effondrement de l'Immeuble KOUMA (R+7) à l'ACI-2000 : Les Coupables désormais connus	P.17
	Insécurité : Des pêcheurs armés signalés dans plusieurs villages du BéléDougou	P.19
Politique	Accord Pour La Paix et Dialogue National Inclusif : Les groupes armés divisés	P.20
	Sur la situation tendue à Niono : Le parti SADI se prononce	P.23
	Adama Sangaré au pôle économique : Les raisons d'une interpellation	P.24
	Mamadou Diarrassouba, député élu à Dioïla : « Il n'y a pas un Mali de la majorité et un Mali de l'opposition...»	P.25
	59 ans après l'indépendance : Le paradoxe malien !	P.26
	MAECI : L'ex opposant à IBK bat le record des nominations	P.27
Culture & société	Organisation mondiale du tourisme : La colère de Abdoul Karim Sango en Russie	P.29
International	Minerai de fer : L'Iran impose une taxe sur ses exportations	P.30
	Venezuela : Les députés chavistes font leur retour à l'Assemblée nationale	P.31
	Alpha Condé annonce un référendum : Le conseil de Fodé Oussou à Kassory Fofana	P.32
Sport	Sélectionneur équipe nationale : Magassouba face à un dilemme	P.33
	Kelvin Maynard assassiné : L'ancien footballeur néerlandais abattu à Amsterdam	P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.10

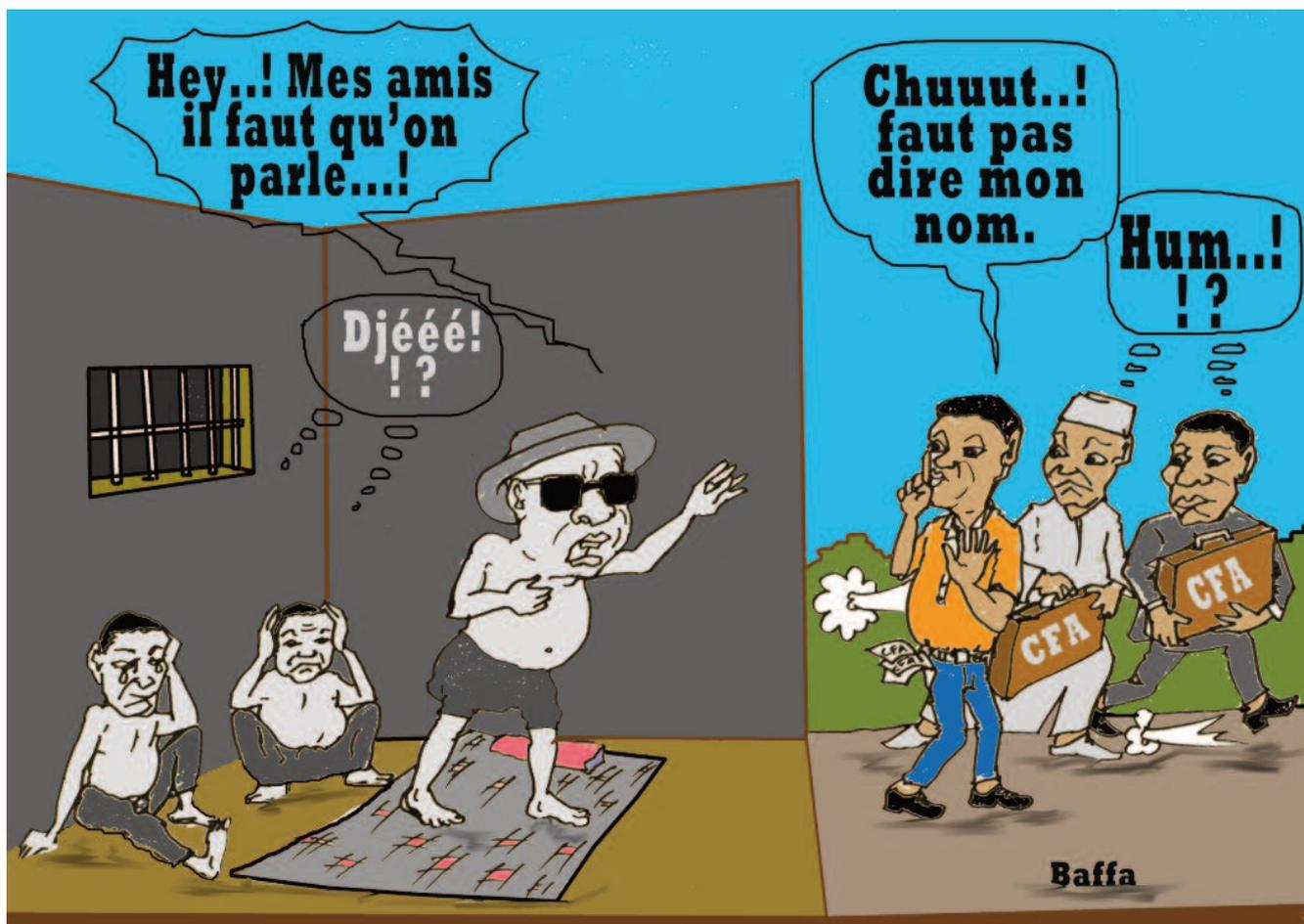


P.15



P.20





Lutte contre la corruption au Mali : Et si c'était vrai...

La lutte contre la corruption avait été, on s'en souvient, l'une des promesses de campagne du candidat Ibrahim Boubacar Kéita lors de l'élection présidentielle de 2013. Sitôt élu, le nouveau Président avait décrété 2014 « Année de lutte contre la corruption ». Mais les nombreux scandales qui ont secoué le pouvoir d'IBK avaient refroidi beaucoup de Maliens d'autant plus que personne n'avait été ni inquiété encore moins appréhendé. Le sentiment d'avoir été floués s'est emparé des Maliens malgré la mise en place de structure comme l'Office Central de Lutte contre la Corruption et l'Enrichissement illicite (OCLEI) en plus du Pôle économique et financier du Tribunal de la Commune III. Puis il y a eu ce qu'on appelle désormais « l'Affaire Bakary Togola » qui a été un véritable coup de semonce pour les délinquants financiers à cause de la personnalité de l'homme qu'on disait « intouchable ». Voici qu'à Kayes une autre affaire de présumé

détournement de fonds secoue le Conseil régional dont d'importantes personnalités viennent d'être mis aux arrêts suite à de fortes présomptions de malversation financière. Et si la lutte contre la corruption était en passe de

devenir une réalité au Mali ? C'est la question que les Maliens sont en droit de se poser, une question qui fait déjà trembler bien de personnes.

Sous d'autres cieux un adage dit : « Une hirondelle ne fait pas le printemps ». Mais quand il y en a deux, c'est sans doute un signe. L'arrestation de Bakary Togola, président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APECAM) et consorts dans l'affaire dite





des « ristournes des paysans », et celles récentes de Bandiougou Diawara, président du Conseil régional de Kayes, de son 2ème adjoint Michel Dansoko, son Secrétaire général, Founèkè Sissoko, son comptable matière, Ibrahim Guèye, le régisseur M. Niang, viennent démontrer aux Maliens que « quelque chose » commence à bouger. Car depuis la prise du pouvoir par IBK en 2013, c'est la toute première fois que des personnalités connues sont traduites devant la Justice pour des faits de corruption et de détournement de fonds. Jamais, depuis le plébiscite du « Kankeletigui », et malgré les nombreux scandales qui ont touché l'entourage immédiat du Président, la Justice n'avait été mise en branle. Ou alors elle a toujours prononcé un non-lieu comme dans l'affaire de la disparition des 4 milliards de FCFA destinés à l'équipement et la rénovation de l'Hôpital Fousseyni N'Daou de Kayes.

Quand Bakary Togola a été arrêté et déféré à la Maison centrale d'arrêt de Bamako, beaucoup de Maliens étaient convaincus que le président de l'APCAM n'y passerait pas plus de deux ou trois jours. Le temps que la machine politique s'abatte sur le Procureur Mahamadou Kassogué du Pôle économique et financier de la Commune III et l'oblige à reculer. C'était le jeudi, 12 septembre 2019. Et depuis, non seulement Bakary Togola n'a pas été libéré, mais certains de ses présumés complices sont allés le rejoindre en prison. Les pressions de hautes personnalités de la politique, de la société civile et l'ultimatum de 4 syndicats de paysans cotonculteurs n'y ont rien fait. La machine judiciaire qui semble avoir l'aval de la hiérarchie

est un atout pour le jeune Procureur Kassogué qu'on présente comme un homme intègre et déterminé, tout ce qui fait défaut à la Justice malienne.

Les tentatives d'interférer dans l'affaire Bakary Togola appellent au moins deux réflexions. La première est que l'impunité s'est si profondément incrustée dans les mœurs des Maliens que l'incarcération du président de l'APCAM ap-

paraît comme une grosse injustice. Car la Justice malienne est elle-même totalement décriée et rejetée par nos compatriotes pour sa corruption supposée ou réelle. Ce sentiment se fonde sur le fait que les Maliens savent, souvent de façon précise, qui a fait quoi dans ce pays et qui a eu quoi de façon frauduleuse. Et le fait qu'on attribue au Président de la République une déclaration où il aurait affirmé qu'il n'emprisonnerait aucun de ceux qui l'ont aidé à monter à Koulouba, avait fini par faire croire que la corruption avait de beaux jours devant elle. La seconde réflexion découle de ce que des personnes ne voudraient nullement voir l'affaire Bakary Togola aller jusqu'au procès. Car ce serait à coup sûr la chasse ouverte aux corrompus et corrupteurs dans laquelle les gros gibiers auraient beaucoup à perdre. D'autant plus que des sources dignes de foi affirment que IBK subit actuellement la pression des Partenaires financiers et techniques (PTF) qui auraient enjoint au Président d'engager la lutte contre la corruption sous peine de priver le Mali de ressources financières. Il faut dire que depuis la sortie de l'ancien ambassadeur d'Allemagne au Mali, Dietrich Becker, alors en fin de mission, les autorités maliennes étaient sur la



sellette. Celui-ci avait dit dans une déclaration peu diplomatique : « je n'encouragerai aucun Allemand à investir au Mali vu l'état de corruption de la Justice ». Cette déclaration dont certains Malins ont voulu s'offusquer, avait alerté les finances mondiales sur le cas du Mali dont l'économie est en grand danger du fait de la corruption généralisée.

En tout cas rien n'indique que la machine judiciaire mise en branle par le Procureur Kassogué est près de s'arrêter. En effet, l'appel à témoin que ce dernier vient de lancer dans l'affaire dite des « avions cloués au sol » démontre que le Procureur du Pôle économique et financier de la Commune III a à cœur de pêcher les « gros poissons » car, selon des sources dignes de foi, cette autre affaire impliquerait de très hautes personnalités de la hiérarchie militaire et du monde politique. En tout cas le Procureur Kassogué bénéficie d'un soutien de taille qu'est celui de la Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC) de Pr Clément Dembélé. Cette plateforme qui s'est engagée à envoyer en prison tous les corrompus du Mali vient de revendiquer la dénonciation des membres incriminés du Conseil Régional de Kayes. "Suite à la plainte de dénonciation par la plateforme anticorruption PCC, Le Président du Conseil Régional de Kayes Bandiougou DIAWARA, son 2ème vice-président, le Ségala, le comptable des matières ont été interpellés par le Pôle Économique de Kayes", écrit le PCC dans un communiqué signé de son président Clément Dembélé. Et elle ne fait que commencer.

La lutte corruption au Mali s'enrichit, chaque

semaine, de nouveaux éléments du fait de l'impunité qui prévaut. Il faudra un engagement personnel du Président de la République et une volonté politique réelle pour venir à bout d'un fléau qui mine le développement économique et humain du pays. On aurait aimé que la décision de la combattre vienne d'IBK qui s'est solennellement engagé à lutter contre la corruption. Cependant, les Maliens sont preneurs même si la fameuse lutte promise mais jamais amorcée est le fait des Partenaires tech-

niques et financiers. On pourrait regretter qu'une action aussi capitale pour le Mali que la lutte contre la corruption ne soit pas l'œuvre de ceux qui ont la charge de conduire le pays. Qu'à cela ne tienne. Pour une fois, les Maliens ne seront certainement pas mécontents de l'immixtion étrangère dans nos affaires internes si cela peut enfin aider à s'attaquer frontalement à un fléau devenu social.

■ **Diala Thiény**



malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74
Malikilé
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Bennchico Savadogo

Vraiment affaire de camion citerne là, va faire des que tu vois camion citerne cest diarrhée sur toi en même temps.



Ammy Baba Cisse

Les sapeurs-pompiers sont à féliciter. De la promptitude à la bravoure, ils ont pu éviter et limiter des dégâts.



Certains hommes qui se considéraient comme des dieux sous l'ère Bouteflika ont écopé de lourdes peines. Seul Dieu est fort. La grande panique c'est chez le BVG. Bientôt le jour va apparaître. La CMA, sachant que le président IBK est condamné à rejoindre la position de son peuple, crie au désaccord et au scandale. Des gens qui croient se substituer aux juges. Heureusement qu'ils n'ont pas une bonne moralité. Un clan d'indignes.

Les gens qui complotent avec l'Etat doivent être condamnés. Ceux qui le font contre le Peuple l'être plus.

C'est un affront, une honte de voir qu'à l'aéroport International Modibo Keita Senou, avions d'autres pays frères et voisins (Air Burkina, Air Côte d'Ivoire, Air Sénégal, Air Algérie etc) atterrissent et décollent avec à leur bord, des maliens, un peuple voyageur. Voici l'un des avions de la compagnie créée par Modibo Keita et ses compagnons. Que nos autorités songent à doter notre Peuple de sa compagnie.

Primature du Mali

Mission du Fonds Saoudien pour le Développement au Mali : le financement de la Route Sevaré-Gao au cœur des échanges.



Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Dr Bou-bou Cissé a reçu en audience, ce mercredi 25 septembre 2019 à la Primature, une délégation de la Direction Régionale-Zone Afrique du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD). La délégation, rappelons-le, est en mission au Mali depuis le 22 et ce jusqu'au 26 septembre 2019, dans le cadre du suivi des projets et programmes que le Fonds finance au Mali. Le Chef de la mission M. ALZHRANI Saeed a, à cette occasion, fait au Premier ministre le compte-rendu de sa visite qui lui a permis d'échanger avec les autorités maliennes, sur l'état d'exécution physique et financière des projets en cours ainsi que sur les perspectives. À sa sortie d'audience, M. ALZHRANI Saeed a exprimé la volonté du Fonds Saoudien pour le Développement de soutenir le Mali dans ses efforts de développement des infrastructures, tels exprimés par le Premier ministre. Dans ce cadre, il a pris l'engagement d'examiner les possibilités de financement du projet de réhabilitation de la Route Sevaré-Gao qui figure parmi les priorités du gouvernement. Le Chef de la mission a conclu en saluant l'excellente qualité de la coopération entre la République du Mali et le Fonds Saoudien pour le Développement.

La Cellule Communication et Relations Publiques

Ibrahima Anne

ALGÉRIE

Saïd Bouteflika, "Monsieur frère", ramasse 15 ans de prison ferme. La vie a vraiment de longues jambes !



Yacouba Cissé

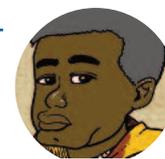
Encore aujourd'hui un camion-citerne prend feu à 100 mètres de la colline de Badalabougou non loin du lycée castor !



Les sapeurs-pompiers sur place et pour le moment aucun bilan ni dégâts à signaler d'abord à suivre. Une femme vient de garer sa moto sur le 3^{ème} pont et se jette sur le fleuve Niger, corps non retrouvé et raison non connue pour le moment ! Le corps de la femme a été retrouvé sans vie ! Thierno !

Julien Diallo

Julien Diallo a partagé une publication dans le groupe Les maliens unis pour le Mali.



Au Burkina Faso, dans la région du Nord, une attaque avec de nombreux morts. Un fait intéressant pour les #terroristes. Qui #JNIM ou #EIGS le revendiquera? Ils ne sont pas d'accord entre eux. Outre les différentes pertes des deux bords, le chef, Adama Garibou, le burkinabé le plus influent de la sphère #djihadiste, est mort. La place est à présent libre. La course à celui qui a le plus grand ego va commencer pour sa succession. Le pouvoir ne se partage surtout pas chez les terroristes

Présidence de la République du Mali

Le Président de la République, SEM Ibrahim Bou-bacar Keita et son épouse ont pris part au dîner offert hier soir par le Président Donald Trump et la 1^{ère} dame des USA. Dîner traditionnel en marge de la 74^{ème} Assemblée générale des Nations unies à New York



Figaro du Mali

Un autre camion vient de prendre encore feu à Badalabougou. Les pompiers sont sur place.



Une info de Malick Konaté

Une dame s'est jetée du 3^{ème} pont il y a quelques minutes. Les sapeurs-pompiers, alertes et très sollicités ces derniers temps, ont promptement réagi en la sortant de l'eau. Pour l'heure nous ignorons l'état de santé de cette dame et les raisons qui l'auraient poussée à cette tentative de suicide. Mais nous avons appris des premiers témoins qu'elle a subitement descendue de sa moto avant de se lancer dans le vide.

A Yirimadio-Missabougou, à l'hippodrome près du Cotton Club ou à Banconi Salembougou, les autorités en charge des infrastructures font bouger des travaux. Qu'il en soit ainsi et nous serons là pour le rapporter.

Bina Sogoba

Haaaa Mali
Les drames se succèdent chez nous
Qu est ce qui se passe exactement ?



Amadou Sanogo

Dans un groupement associative ou politique méfiez-vous à des gens qui parlent beaucoup même si on ne les donne pas la parole.
"L'Iran a résisté devant le terrorisme économique le plus impitoyable" Hassan Rohani



Mali Koura

Furieux contre IBK, Bakary Togola fait des revelations sur les elections.
<< IBK n'a pas gagné en realite dans la zone CMDT, c'est Soumaila Cisse qui a gagné. On a change les resultats moi et Baba Berthe, le pdg de la CMDT>>.



Amadou Tall

Se faire face pour ne pas faire face ensemble aux problèmes commun. Attendre le salut au lieu de le cultiver.
S'entre déchirer pour mieux favoriser l'ennemi commun
COMMUNIQUÉ DE NOUS LES TFCTT/BT
Nous les Très fâchés contre tout transfert de Bakary TOGOLA (BT) de la Prison centrale (ou Lycée technique) de Bamako (#MCA), nous portons à la connaissance de tous que nous sommes contre l'idée même de transférer notre hôte, notre étranger, Bakary TOGOLA. Il est descendu sur nous et depuis son arrivée, c'est le paradis. Pour nous, pour nos gardiens et même pour les chefs.
Et puis, c'est fou le nombre de visiteurs que nous recevons en ce moment. Aux heures des repas. Les "#Garibou" attendent nos restes dehors. Nous avons tous grossi.
C'est avec les cuisses de poulet, de pomme et de boissons en canette que nous bombardons une fois repus.
Et voilà que des "#Niengo" émettent l'idée de transférer notre étranger à #Koutiala. La ville de #IBK; l'homme pour qui nous avons voté. Et qui veut nous spolier. Niengoya! O koumana, les prisonniers de Koutiala valent mieux que nous, wa?
Nous disons NON. Notre #dounankè ne sortira pas de prison. NON, il ne sera transféré nulle part. Sauf si #Malick nous transfère TOUS



avec lui!
Nous menaçons ouvertement qui que ce soit de toucher à un seul des cheveux de notre codétenu. Nous sommes prêts à aller en prison pour cela.
BT ne sortira de prison. Ce qu'il a fait, voler l'argent des pauvres, est mal. Il doit donc rester longtemps en prison. Et avec nous ici au Lycée de Bamakocoura. C'est notre #Kaarikaari, notre dernier mot. Les gardiens sont avec nous. Les petits et grands patrons de la prison aussi. À bas les jaloux et les niengos. Oser lutter, c'est oser vaincre
DON'T FREE BAKARY TOGOLA . DON'T TRANSFER OUR HOST

Casimir Apiè Sangala

Si six scies scient six cyprès, six cent six scies scient six cent six cyprès !



Malick Konate

Je serai présent pour encadrer les manifestations.
N.B : Je soutiens les amis policiers epicetout. Chacun derrière son quelqu'un.



SYNDICATS DE LA POLICE NATIONALE
BUREAU EXECUTIF NATIONAL
N° 000.000.000

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le 25/ 09/ 2019

Les Syndicats de la Police Nationale,
A
Monsieur le Maire de la Commune IV du District de Bamako

Objet : Marche Noire.

Monsieur le Maire,

Nous venons par la présente vous informer de l'organisation d'une **marche pacifique noire** de toute la Police Nationale du Mali, en vue de commémorer la mort cruelle et barbare du Commissaire chargé de la ville de Niono, le **Commissaire Divisionnaire Issaka TOUNKARA**. Elle est prévue pour le 27/ 09/ 2019 à 08h 00.

Itinéraire : Direction Générale de la Police Nationale – Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile – Primature.

Salutations syndicales

Ampliations :
Tous Institutions 08
Primature 01
MSPC 01
DGPN 01
SE 01
Tous Unites de Police 01
TS SYNDICATS 06
AFFILIÉS 06
ARCHIVES 01

LE SYNDICAT DE LA POLICE NATIONALE
LE POUVOIR FOCKER
Comarade Abdourhamane ALASSANE

Du haut du 3ème pont de Bamako : Une femme se jette dans le fleuve Niger



Ce mercredi, 25 septembre, vers 15h, une femme s'est jetée dans le fleuve dans une désespérée tentative de mettre fin à ses jours en se jetant dans le fleuve Niger à partir du 3ème pont. Alertés, les agents de la Protection civile ou sapeurs-pompiers, qui sont très sollicités ces derniers temps, avec l'aide des pêcheurs, ont promptement réagi en la sortant de l'eau vivante.

Pour l'heure nous n'avons pas tous les détails des raisons qui l'auraient poussée à cette tentative de suicide. Mais nous avons appris des premiers témoins qu'elle est subitement descendue de sa moto avant de se lancer dans le vide. Heureusement qu'il y a eu plus de peur que de mal. Sa vie n'est pas en danger. Selon des proches, la femme aurait un sérieux problème avec son époux, raison pour laquelle elle avait voulu mettre fin à sa vie.

■ Moctar Sow

Encore un camion-citerne qui prend feu ! : Cette fois-ci, sans perte en vie humaine

C'était non loin du lieu du drame du mardi dernier qu'un autre camion-citerne prend feu. Heureusement, l'intervention d'un agent, muni d'un extincteur, a pu maîtriser l'incendie.

En 24 heures d'intervalle, ce sont deux incidents du genre qui arrivent presque aux mêmes endroits. Deux graves accidents qui auraient pu être évités. Par exemple, par l'application stricto-sensu de l'arrêté du District de Bamako, adopté le 20 octobre 2009, et qui interdit aux gros-porteurs de circuler le jour dans la ville de Bamako.

Leurs rotations ne sont autorisées qu'entre 00 et 6 heures du matin. L'incivisme et le laxisme des autorités sont les seules causes de ces drames.

A la lecture du banal communiqué du gouvernement sur le premier cas, nous apprenons qu'il a fait au moins 7 morts (bilan provisoire), 45 blessés et de nombreux engins à deux, trois et plus roues ; complètement irrécupérables.

Comment cela se peut-il ? Le camion en cause n'est même pas en règle. Il a pourtant quitté un point A pour un point Z sans être interpellé par

Axe Tombouctou-Goundam : Les bandits armés dépouillent des passagers avant d'incendier leurs véhicules



Des hommes armés non identifiés ont attaqué lundi, quatre véhicules de transport, dépouillant leurs passagers de tous leurs biens avant d'incendier les engins, a appris l'AMAP de sources locales concordantes. Les assaillants lourdement armés à bord de véhicules Pick up et sur des motos, ont tendu une embuscade à quatre véhicules de transport en partance pour Goundam, dépouillant leurs passagers de leurs biens avant d'incendier les engins et une bonne partie des bagages, précisent les mêmes sources.

Les mêmes sources ne précisent pas la direction prise par les assaillants après leur forfait encore moins les raisons de leur motivation. Depuis fort longtemps, malgré les patrouilles, des enlèvements de véhicules, des embuscades et des attaques de véhicules de transport et de missions militaires, occasionnant des blessés et des morts, sont fréquents sur l'axe Tombouctou- Goundam.

■ Moctar Sow



la police de la Compagnie Circulation Routière qui assure la sécurité routière dans la capitale. Ces agents sont vus presque à tous les coins et recoins de nos routes. Que font-ils là-bas alors ?

Quels rôles joue l'Agence Nationale de la Sécurité Routière (ANASER) ? La question mérite d'être posée.

En attendant, nous continuons à pleurer nos morts sur les routes.

La gestion de l'ACI dans le collimateur de la justice : Les ex-ministres Kalifa Sissoko et Yacouba Diallo poursuivis ?



Si l'ancien ministre durant la transition 2012-2013, Yacouba Diallo, est actuellement obligé de raser les murs, tant il a de sérieuses casseroles au niveau de la justice, l'ex-ministre Cheick Sidi Yaya Sissoko dit Kalifa, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat a aussi certains soucis dans sa gestion d'ancien patron de l'ACI.

Apparemment, la justice malienne veut rattraper le temps perdu dans le laisser-aller et l'impunité. C'est à travers une véritable opération de nettoyage des écuries d'Augias pour faire rendre gorge à tous les cadres indélicats. Les couloirs et salles d'attentes des tribunaux sont désormais remplis de présumés mauvais gestionnaires des ressources publiques. Dans la foulée donc de la récente affaire Bakary Togola, la justice semble avoir poussé des ailes pour faire preuve de plus de zèle dans la traque contre les fossoyeurs de l'économie nationale et donc, du développement du pays.

C'est ainsi que l'ancien ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat en 2018, Cheick Sidi Yaya Sissoko dit Kalifa a récemment été entendu par le juge à propos de sa gestion de l'Agence de cessions immobilières (ACI) sur laquelle pèsent beaucoup de suspicions.

Contacté par nos soins, M Sissoko, qui est hors du pays, a reconnu avoir répondu à une convocation de la justice, sans vouloir aller dans les détails. Il a toutefois rassuré sur sa disponibilité à nous accorder un entretien pour se prononcer sur le sujet. Et dire que certaines sources disent que l'ex-ministre a fui le pays pour ses ennuis judiciaires !

Rappelons que Kalifa Sissoko, en avril 2018, après une rencontre avec les Maliens des USA, disait ceci : « J'ai rassuré nos compatriotes de la diaspora que l'accès au foncier, notamment aux parcelles de terrain viabilisées et aux logements décents, est une des priorités du Gouvernement de la République du Mali qui, depuis 2012, s'est engagé à prendre en compte les besoins pressants de nos compatriotes établis à l'étranger ».

Auparavant, c'est l'ex-PDG et ancien ministre Yacouba Diallo, qui a eu maille à pâtir avec la justice pour sa gestion de l'ACI. Un marché de 26 millions de F CFA lancé par l'ACI 2000 en 2010 avait défrayé la chronique pour ses présumés pots-de-vin et magouilles. Des faits qui ont poussé M. Diallo à quitter le pays, sous la traque de la justice. Et certains affirment que Yacouba Diallo a dû récemment rentrer au Mali nuitamment, à se cacher, pour participer à certains événements sociaux dans sa fa-

Région de Mopti : Flambée de violence dans le cercle de Bandiagara



Sur la route de Bandiagara au Mali. Ce cercle de la région de Mopti est régulièrement sujet à des affrontements intercommunautaires. Dans le centre du Mali, le village de Sinikanda a été attaqué lundi 23 septembre, puis de nouveau ce mardi par des hommes armés non identifiés. Cette attaque est loin d'être isolée dans le cercle de Bandiagara en pays dogon.

Les braquages, vols, enlèvements, affrontements se multiplient ces dernières semaines. Comment expliquer cette flambée d'insécurité dans cette zone à une trentaine de kilomètres seulement de Mopti, la capitale du centre du Mali ? Attaque à Sinikanda ce mardi, incendie à Baladjina la veille lundi, accrochage entre deux groupes armés à Toumpou samedi 21 septembre. Enlèvements, exécutions publiques, vols, braquages, les incidents sécuritaires sont désormais quasi quotidiens dans le cercle de Bandiagara. « On ne sait pas qui fait quoi ni qui est avec qui », explique, confus, un élu local.

S'il est difficile de dater cette flambée de violence, les bombardements du 5 septembre dernier par l'armée malienne d'un camp de Da Nan Ambassagou n'ont rien arrangé. « Les forces régulières ont pris leur distance par rapport à cette milice depuis l'arrivée du Premier ministre Boubou Cissé », résume un expert sécuritaire.

Ciblage ethnique

Aujourd'hui, ces chasseurs sont retranchés sur le plateau de Bandiagara. « Dans le reste du pays dogon à Koro, Bankass, Douentza, ce sont désormais les groupes djihadistes qui dominent, précise un autre spécialiste. Le rapport de force a changé. »

Certains habitants ont manifesté à plusieurs reprises leur soutien à Dan Nan Ambassagou, perçu comme le dernier rempart face aux djihadistes, pointant du doigt l'inaction de l'armée. D'autres, au contraire, dénoncent le ciblage ethnique perpétré par ces hommes armés. Dans une vidéo du 14 septembre, leur chef Youssouf Toloba menaçait d'enlèvements des ressortissants appartenant à la communauté peule.

mille. C'est à croire finalement que tous ceux qui été patrons de l'ACI ont du mal à démontrer leur probité et intégrité face à l'argent public. A qui le prochain tour ? A bon entendeur...

■ Kassoum TOGO

Trafic illicite : Des moustiquaires imprégnées volées en Guinée retrouvées en grand nombre à Bamako



Une quantité importante de moustiquaires imprégnées volées en Guinée a été retrouvée dans un entrepôt de Bamako. Selon un communiqué du ministre de la Santé et des Affaires sociales, le pot aux roses a été découvert à la suite d'une alerte lancée par une lettre officielle du 13 septembre dernier des partenaires de lutte contre le paludisme en Guinée (l'Usaid, le Fonds mondial et la Fondation against malaria). Il s'agissait de rechercher une importante quantité de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée, détournées de la Guinée.

La même lettre a indiqué que ces moustiquaires détournées avaient pris frauduleusement la direction du Mali dans de faux emballages étiquetés au nom du ministère de la Santé et des Affaires sociales du Mali. Des indications les ont localisées dans un entrepôt près du 12e arrondissement en Commune I du district de Bamako.

Des investigations ont été aussitôt menées par le ministère de la Santé et des Affaires sociales en collaboration avec le procureur de la République près le Tribunal de la Commune I, les services de sécurité, le représentant de l'Usaid au Mali. L'entrepôt concerné a été identifié dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 septembre 2019.

Il a été découvert dans le magasin : 16 balles de 50 pièces de moustiquaires imprégnées, 19 paquets de 100 sachets d'emballages neufs non utilisés, une importante quantité d'échantillons de logos de marques de moustiquaires, des emballages portant la marque Usaid Guinée Conakry et une importante quantité de matériels de confections d'emballage.

Toutes ces opérations se sont déroulées à l'issue d'une perquisition des éléments du 12e arrondissement, en présence du Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de la Commune I, le secrétaire général et le chef de cabinet du ministère de la Santé et des Affaires sociales, le représentant de l'Usaid et le propriétaire de l'immeuble et un huissier de justice.

Des dispositions sont prises pour retrouver le reste du butin et l'acheminer en Guinée.

■ **Abdrahamane Dicko**

Transport terrestre : Le Mali se limite à Mopti



Le trajet Bamako-Gao, distant de 1189 km via RN6 et RN16, constitue aujourd'hui un véritable casse-tête pour les voyageurs et les compagnies de transport routier qui vont dans cette région. Aujourd'hui, pour y aller par la route, les cars, qui quittent Bamako, préfèrent passer par le Burkina Faso et le Niger à partir de Mopti.

«Pour se rendre à Gao en passant par le Burkina Faso et le Niger, le plus difficile, ce n'est pas le nombre de jours que nous effectuons sur la route. Plutôt, c'est le traitement que nous subissons quand nous dépassons la frontière malienne. Nous sommes obligés de payer 2 000 F CFA à la rentrée et à la sortie de chaque poste de police et de gendarmerie des pays que nous traversons. Le voyage dure de 3 à 4 jours. Et cela, si le car ne tombe pas en panne sur la route», raconte Mahamadou Youssouf DICKO, promoteur d'une agence de communication à Bamako, originaire de la région de Gao et usager de la route. A cause de l'état physique de la route et de l'insécurité qui règne sur le tronçon Mopti-Gao, les compagnies de transport qui desservent cette région ont toutes abandonné cet axe. Néanmoins, elles continuent d'y aller, mais par un autre chemin. Aujourd'hui, malgré son coût, la solution la plus facile que les compagnies de transport ont trouvée afin de rallier Gao au reste du pays est de passer par le Burkina Faso et le Niger. Les cars de seulement trois compagnies sont jusqu'à présent restées sur la route : SONEF, NOUR et TILEMSI TRANSPORT.

Cependant, aucune compagnie de transport n'ose aujourd'hui emprunter l'ancienne voie, à savoir le tronçon Mopti-Hombori-Gao sur lequel les cars sont quotidiennement attaqués et la route est minée par des explosifs. Il n'y a pas de goudron entre Hombori et Gao. Les habitants de ces parties du pays commencent à dire que le Mali se limite à Mopti.

■ **Sory Ibrahim TRAORE**

Lisez et faites
Malikilé
 votre journal numérique

Cambriolage à la Mairie de Niéna : Deux millions de FCFA emportés par les malfrats

Des hommes non identifiés ont cambriolé la mairie de la commune rurale de Niéna dans la nuit du lundi au mardi dernier. Au cours de leur opération, les malfrats ont emporté plus de 2 millions de F CFA.

Située à 75 km de Sikasso ville, la commune rurale de Niéna est l'une des plus grosses communes rurales de la 3e région administrative du Mali avec 45 villages. La mairie de cette grosse commune a vécu l'une des plus mauvaises expériences de son existence. Elle a été la cible d'un cambriolage la nuit du lundi 23 au mardi 24 septembre 2019. Vers 3 heures du matin, des individus non identifiés ont mené une opération de vol contre la mairie de ladite commune. Par leur forfait, les malfrats ont emporté plus de 2 millions de F CFA après des fouilles dans plusieurs bureaux de la mairie.

Selon une source locale, ces malfrats étaient au nombre de 4 individus. Ils ont accédé à la mairie en escaladant ses murs. Durant cette visite nocturne, les cambrioleurs ont pu défoncer 6 bureaux, à savoir celui du maire, du secrétaire général, du 1er et 3e adjoint au maire, du secrétariat et du bureau des domaines et du cadastre. La fouine de ces différents bureaux leur a permis d'amasser et emporter plus de 2 millions de F CFA.



Leur opération a été interrompue lorsqu'ils ont voulu défoncer la porte du bureau du régisseur contiguë au logement du gardien de la mairie. Les bruits ont réveillé le gardien de son sommeil. Il était presque 4 h du matin, selon lui. Quand il a questionné, "Qui est-ce ?", les malfrats ont pris la fuite. Et une course poursuite s'est engagée avec le gardien, qu'ils sont parvenus à assommer.

Informée, la brigade territoriale de la gendarmerie de Niéna conduite par son chef de brigade s'est rendue sur place pour constater les faits. De son côté, la mairie a déposé une plainte contre X et une enquête est ouverte pour retrouver les auteurs de ce vol.

■ Youssouf Coulibaly



SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



COMMUNIQUE DE PRESSE DU POCIM N°004/09/2019

Sur la tenue du dialogue national inclusif

La Mission d'Observation Electorale du POCIM (MOE POCIM) note avec satisfaction la tenue récente de l'atelier de réflexion, les samedi 7 et dimanche 8 septembre 2019 à Bamako, sur la contribution de la société civile au Dialogue Politique Inclusif en cours de préparation ; atelier au cours duquel la Mission a fait part de ses recommandations en vue de l'amélioration du cadre normatif et institutionnel des élections au Mali.

Elle prend acte de la validation des termes de référence du dialogue, du samedi 14 au lundi 16 septembre 2019 à Bamako, et se réjouit de la prise en compte des recommandations de la société civile au sujet de la terminologie, l'expression Dialogue National Inclusif apparaissant plus appropriée au regard de la participation de l'ensemble des forces vives de la nation. Elle prie le comité d'organisation de bien vouloir assurer la diffusion des termes de référence afin de permettre aux uns et aux autres de se préparer en conséquence.

Cependant, face aux déclarations d'une partie de la classe politique et de la société civile, en plus de certains signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, de reconsidérer leur participation auxdites assises, la MOE POCIM s'inquiète pour l'inclusivité devant caractériser cet événement de portée nationale.

Aussi, invite-t-elle le Comité d'organisation, le Triumvirat et les acteurs politiques à poursuivre les consultations nécessaires en vue d'un dialogue véritablement inclusif.

Pour sa part, la MOE POCIM demeure mobilisée et vigilante pour suivre l'évolution de la situation politique sur l'ensemble du territoire national et pour assurer ainsi ses missions de veille et d'alerte.

Bamako, le 25 septembre 2019



Le Chef de mission

Dr Ibrahima SANGHO

« Tout Fana est sur le qui-vive » : Un enfant de cinq ans échappe de justesse à la décapitation

La Capitale du Guègnèka n'est pas encore débarrassée des coupeurs de tête rituels.

« Tout Fana est sur le qui-vive, nous ne savons pas que faire ni quoi dire », ainsi s'exprime Samagnana Bachy COULIBALY. On a beau être Directeur de radio, on n'en reste pas moins un parent et un citoyen. En effet, c'est toute la ville qui vient, une fois de plus, d'être rappelée à l'angoissante réalité qui règne depuis avril 2018 : que les coupeurs de têtes sont toujours en liberté et qu'ils sont toujours en service.

C'est ainsi que le lundi 23 septembre 2019, lendemain de la fête d'indépendance et jour férié, que l'enfant de Zoumana TRAORÉ (4-5 ans) est miraculeusement arraché des mains de ses égorgeurs au coucher du soleil. « N'eut été les cris du petit, les hurlements des autres enfants, on aurait trouvé un autre corps sans têtes ou égorgé et son sang emporté », commente celui que tout Fana nomme Bachy.

Et pourtant, les signes avant-coureurs avaient alerté les uns et les autres. Mais ni la Gendarmerie et ni la Police n'a levé le petit doigt, à ce qu'il paraît. En effet toute la journée du lundi, deux hommes entièrement enturban-

nés ont, sur leur moto TVS Apache, sillonné la ville et surtout les environs nord de la ville, du côté de Balan. Ils étaient entièrement méconnaissables, avec une chemise rouge pour l'un et noire pour l'autre. Ils ont circulé toute la journée sans être connus de personne. Chacun essayait de deviner qui ils sont et ce qu'ils sont venus chercher. On va être édifiés en fin de journée. Entre Fana et Balan.

En effet, à la tombée du crépuscule, moment où les enfants vont chercher les animaux attachés dans les champs d'à côté (18 :30 environ), Zoumana TRAORÉ, de Balan, envoie son garçon chercher, comme d'habitude, les bœufs attachés au champ du hameau. L'enfant détache les deux animaux, les attache ensemble et les suit avec son vélo. Il ne s'inquiète de rien.

Mais voilà que, brusquement, les deux hommes masqués surgissent du champ de mil ou ils s'étaient cachés, se saisissent du petit et l'entraînent vers les buissons où ils avaient planqué la moto. L'enfant a eu le réflexe de pousser un grand cri. Les coupeurs de têtes lui ont alors donné un coup avec le plat de la machette pour le faire taire. En vain. Une petite fille, qui était, elle aussi, venue détacher les chèvres, voit la scène et se met à crier en cou-

rant vers Balan. D'autres enfants, venus eux aussi chercher des chèvres, se mettent à crier en échos.

Les premiers villageois accourent aux cris de « Sortez, ce sont des tueurs ! ». Tout le village est sorti, qui avec une machette, qui avec un fusil de chasse et même avec un gourdin. « Les voilà, les voilà ! », criaient les têtes de la meute. Et ils fonçaient dangereusement.

Les tueurs ont vite évalué la situation : atteindre la moto avec cette "maudite charge", c'est risqué. Mieux vaut abandonner la proie pour l'ombre. Ils ont donc balancé l'enfant pour foncer vers la moto. Et ils ont pu s'échapper.

Mais, les Fanois et alentours restent avec le rappel que les tueurs sont toujours en service, que la Gendarmerie, la Police (une nouvelle venue relativement), la Garde et la sous-préfecture ne leur sont d'aucune utilité et qu'ils étaient sans défense, attachés et à la merci des égorgeurs impunis.

Pire encore, l'idée fait son chemin que les tueurs sont de mèche avec les autorités et agissent sous leur protection.

Salif KEITA n'a-t-il pas pointé, en 2018, un doigt accusateur vers des barons du pouvoir dans le cas de l'assassinat rituel de la petite albinos, Ramata ? Pour avoir sacrifié, selon lui, la petite sur l'autel de la réélection de IBK. Et depuis, il n'a jamais reçu le moindre démenti de qui que ce soit !

■ **Amadou TALL**





New-York, 24 septembre 2019 : Évènement de haut niveau de l'OPDAD sur le thème: "Égalité des sexes et autonomisation des femmes en Afrique"

La Première Dame, Présidente de l'ONG Agir, Keita Aminata Maiga réaffirme son engagement et appelle à l'action. Les Premières Dames d'Afrique sont et ont toujours été en première ligne d'initiatives de plaidoyer qui contribuent au développement de l'Afrique. A travers l'OPDAD, les Premières Dames africaines souhaitent intensifier leur engagement, mobiliser les acteurs et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes grâce à leur nouveau plan stratégique 2019-2023. C'est dans cette nouvelle orientation que la Première Dame, Présidente de l'ONG Agir, Keita Aminata Maiga et ses sœurs, en collaboration avec l'UNFPA, se sont réunies afin de traiter les questions en suspens que sont l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique. Elles restent convaincues qu'il est impossible de parvenir à un développement socioéconomique durable en Afrique sans s'attaquer aux inégalités entre les hommes et les femmes. Divers politiques, plans et programmes ont été mis en place afin de renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En dépit des efforts, les inégalités et la vio-

lence sexistes continuent de toucher de manière disproportionnée les filles et les femmes en Afrique et constituent une violation de leurs droits fondamentaux. Keita Aminata Maiga, très engagée dans le domaine de l'autonomisation de la jeune fille et de la femme et dans la promotion de l'égalité des sexes dans tous les domaines, entreprend au quotidien des actions concrètes à Bamako et à l'intérieur du pays:

- Création des centres de formation en maintenance informatique pour les jeunes filles désolidarisées
- Création de groupement d'intérêt économique
- Appui à l'entrepreneuriat féminin
- Amélioration des moyens de travail des populations féminines les plus pauvres.
- Remise de kits d'installation et mise à disposition de ressources financières
- Création de groupement d'intérêt économique (GIE) ou de coopérative ou d'association
- Formation de 950 jeunes filles dans les filières suivantes :
Électricité bâtiment, Peinture bâtiment, Plomberie Sanitaire, Froid climatisation, Construction métallique, Couverture Média-

tique, Maintenance Informatique, Coupe couture, Teinture, Savonnerie, Transformation des produits locaux, Coiffure, Maraîchage, Embouche ovine, entre autres.

Le forum de haut niveau qui s'est tenu en marge de la 74ème Assemblée générale des Nations Unies à New York a été l'occasion pour Keita Aminata Maiga et ses sœurs de revenir sur les stratégies à mettre en place pour atteindre les objectifs visant à améliorer la situation en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en élargissant et en protégeant l'accès aux droits et aux choix des femmes et des filles.

A l'issue de la rencontre riche des témoignages et propositions, les Premières Dames ont lancé un appel à l'action dans lequel elles réaffirment leur résolution à plaider avec vigueur et détermination pour l'égalité des sexes et pour l'autonomisation des femmes en Afrique. Keita Aminata Maiga et ses sœurs invitent également les États membres de l'Union Africaine, les leaders des communautés, les chefs traditionnels et religieux, les médias, les partenaires du secteur privé, les organisations de la société civile à, entre autres:

- s'engager à l'égalité participation et influence des femmes et des filles dans les processus et positions de prise de décision et de leadership.
- développer ou renforcer un cadre juridique complet pour riposter contre la violence sexuelle qui frappe les femmes.

■ **Cabinet de la Première Dame**

Mopti à l'épreuve du déconditionnement : Koulogon, Ogossagou, Sobane-da, etc. que de paisibles villages anonymes sortis de l'ombre par des drames les uns plus cruels que les autres



Des bourgades qui vont désormais malheureusement résonner dans notre conscience collective comme le symbole de la nature bestiale et brutale des hommes. L'illustration la plus négative de l'homme capable de tuer, de piller et de brûler sans aucune raison particulière.

Malheureusement, nous sommes astreints de faire désormais avec cette réalité sinistre de l'homme sans foi ni loi.

Comment en sommes-nous arrivés là et pourquoi dans notre pays auparavant réputé comme un havre de paix et de cohabitation intelligente entre les communautés ?

Qui a failli alors ? Est-ce l'éducation collective ? Est-ce l'école publique ? Chacun y va de son analyse en s'interrogeant non sans rage et s'efforçant de donner une orientation pour une vie harmonieuse en société.

En effet, la cruauté des hommes représente un frein pour sa vie et son progrès. Toutes les facettes de la société y passent par pertes et profits : les naissances et les rites funéraires, l'éducation et la santé, l'économie, bref quand l'arme tonne, la vie perd ses moyens et ses perspectives.

Du peu qui fait acte de résilience face à cet environnement de haine et d'enfer avant date, le capharnaüm répugnant cité dans les saintes

écritures, l'inversion des mœurs d'une société qui marche sur sa tête et se demande si quelques vertus résistent à cette usure universelle où rien n'est plus comme avant.

Peu à peu, tout s'est progressivement dégradé, détérioré et a perdu du sens en donnant du sens à l'insensé. Aujourd'hui, ôter la vie est une victoire de guerre, l'hospitalité cède son sens à la capture, la solidarité devient espionnage, le traître récompensé, le voyou plus méritant que le loyal, l'autorité exsangue, le mythe de la force et de l'ordre tombe. Les âmes sensibles se sont endurcies, insensibles à la douleur, à la souffrance, aux cris de désespoir. Que sommes-nous devenus ? Quand le voisin devient l'ennemi à abattre. On ne se parle plus entre humains, mais on communique à des milliers de kilomètres avec les siens. Chacun survit dans un esprit d'extraterritorialité, les uns en se croyant plus proches et unis à certains peuples par-delà les frontières, une caricature de l'état d'esprit dans l'affirmation identitaire.

La relation de cohabitation se transforme en question de vie ou de mort. Les voisins tombent sous les balles des uns et des autres, les lointains comptent les morts et alimentent les médias sociaux. On s'interroge. Que sommes-nous devenus ? Pendant qu'il n'y a plus de lait

caillé pour le mil concassé du voisin au moment où les lointains prennent leur café au lait avec du pain beurré rébus de sang sur les mains. Quid de ces voisins, qui ne peuvent plus aller loin au champ, au pâturage, à la foire du village, nulle part sans croiser l'ange de la mort. Des voisins qui ont sacrifié ce qu'ils avaient en commun avant de comprendre qu'ils n'ont rien en commun avec les horizons lointains qu'ils croient être les leurs. Une histoire de cauchemars enchevêtrés dans la haine et l'intolérance, les règlements de compte et les fréquentations risquées.

Aujourd'hui, la question fondamentale qui se pose est la suivante : par quel mécanisme de déconditionnement restaurer une société de paix ? Dommage que plus personne n'a plus les pieds sur terre. On compte les morts, on enterre furtivement ce qu'on peut et on attend le lendemain, un autre jour endeuillé.

Tout le rôle de l'éducation à notre avis consistera à orienter cette violence qui s'installe dans notre société vers des valeurs liées au travail, au respect de soi et de l'autre, à la morale, à la spiritualité, j'en passe. Ressaisissons-nous, ou périssons tous ensemble !

■ **Barthélemy Sangala**

Effondrement de l'Immeuble KOUMA (R+7) à l'ACI-2000 : Les Coupables désormais connus



Ce 19 septembre 2015 a été un jour maudit pour Monsieur Amadou Baïba KOUMA, les bureaux de contrôle et la profession d'ingénieur conseil. C'est ce jour que l'immeuble à 8 niveaux appartenant à M. Amadou B. KOUMA s'est effondré à l'ACI-2000 vers 21h. Conçu au préalable pour 6 niveaux, il s'est retrouvé à 8 niveaux en fin de travaux. Cela ne devrait pas poser de problème, si chaque acteur engagé avait joué son rôle conformément aux règles de l'art. En effet, le promoteur Amadou B. KOUMA a recruté chaque type de professionnel pour le bon déroulement de son projet. Voyons donc le rôle que chaque professionnel avait joué pour nous

amener à cette catastrophe.

1. Le Promoteur Amadou B. KOUMA :

Il a initié son projet d'immeuble commercial comprenant un Rez-de-chaussée (RDC), une mezzanine et cinq étages pour un coût de 690 millions de FCFA et un avenant de 159 millions de F CFA. Pour ce faire, il a recruté dans un premier temps un Architecte agréé Directeur du cabinet QUARC suivant le contrat N°03-Déc.-2010-Q/AB KOUMA pour établir le plan d'architecture et suivre les travaux de construction dudit Immeuble. M. KOUMA a ensuite établi le 29 novembre 2011 un second contrat avec le même Archi-

tecte pour le suivi Architectural et Ingénierie d'un montant de 11 millions de F CFA.

L'Architecte a rassuré M. KOUMA, avant la signature du contrat, qu'il a l'expertise professionnelle nécessaire et la technique requise pour le travail demandé. Dans l'exécution, l'architecte lui a même présenté un avenant pour des missions supplémentaires qu'il a signé et ensuite a procédé au paiement.

En ce qui concerne M. Amadou KOUMA, il a suivi la procédure normale. Aucune erreur ou faute ne peut lui être rapprochée à ce stade de maître d'ouvrage.

2. L'Architecte représentant du Bureau QUARC :

Quel a été le rôle joué par l'Architecte lorsque le Bureau de Recherche en Ingénierie pour le Développement (BRID-SARL) dans le cadre de la volonté exprimée par le Promoteur d'aller à deux niveaux supplémentaires (RDC+7) ? On constate que dans les notes de vérification de la stabilité des structures de l'immeuble établies par le BRID-SARL, il est dit ceci en conclusion : « les résultats obtenus après l'augmentation de deux niveaux supplémentaires confirment que les nouvelles charges n'ont pas d'incidence ni sur les fondations, ni sur les autres structures de l'immeuble. Par conséquent, nous confirmons que le changement de l'immeuble en (R + 6 + 7) en lieu et place d'un immeuble (R+5) est sans aucune incidence sur la stabilité de la structure de l'immeuble ».

3) Le bureau BRID-SARL :

Il a été chargé par le promoteur de vérification du dimensionnement des structures pour le niveau (R+M+7).

La note de validation de la stabilité des structures date du 28 décembre 2011 et signée par Daniel SOGOBA, Ingénieur de Génie Civil, Expert Assermenté près la Cour d'Appel et les tribunaux de la République du Mali.

Le BRID-SARL s'est basé sur le rapport d'études de sol de fondation de Janvier 2011 établi par le laboratoire L.E.E.G (Laboratoire d'Etudes et Essais Géotechniques). Son rapport d'études donne une couche d'argile à 2m de profondeur. En matière de fondation, la couche d'argile n'est pas recommandée pour bâtir un immeuble là-dessus. L'argile se gonfle et s'amincit suivant son degré d'humidité, donc elle est instable. L'essai devrait continuer

jusqu'à une autre couche portante en profondeur.

Le Bureau BRID-SARL devrait recommander dans son rapport le type de fondation qu'il fallait pour ce faire. C'est là que réside la faute du Bureau BRID-SARL pour avoir fait un rapport incomplet.

Le Promoteur M. KOUMA a également recruté un bureau d'Ingénierie dénommé ALPAGES (Contrôle Technique, Inspections, Essais et Mesures, Formation) pour la normalisation des risques d'effondrement et de l'obtention de la Responsabilité décennale.

Ce bureau est donc le premier responsable de la stabilité de l'Immeuble. Il s'était engagé à assurer cette mission au nom du Promoteur. Dans ces documents, nous n'avons rencontré aucune observation relative au changement envisagé.

Au terme de cette analyse, il se trouve être le premier responsable de cet accident. Surtout qu'il a été payé par le promoteur dans un premier temps à 6 millions de CFA et dans un second temps à 1,5 million de F CFA et 2 millions de F CFA soit 9,5 millions de FCFA pour faire le travail, mais malheureusement, cela n'a pas été le cas.

Certes que ce montant est dérisoire par rapport à sa responsabilité dans le contrôle tech-

nique et l'obtention de la garantie décennale ; mais pourquoi a-t-il donc accepté un montant faible et refusé de remplir le contrat daté du 9 Juillet 2012, celui du 31 Août 2012 et 16 Septembre 2013 ?

4) Le Directeur Régional de l'Urbanisme du District de Bamako

Quant à la Direction Régionale de l'Urbanisme, lorsqu'il a constaté que le cahier de charge pour lequel l'autorisation a été donnée, a changé ; il s'est contenté tout simplement d'écrire pour dire d'arrêter les travaux.

Cet écrit n'a pas eu de suite et lui non plus n'a plus bougé. Il n'a même pas jugé utile d'informer ses chefs afin d'appliquer des mesures contraignantes. Disons que cette pratique est aussi une tare de l'Administration malienne. Le cas de la suspension du droit de vote du Mali à l'ONU, le mois dernier, illustre bien cela. Il ressort donc de ces analyses que le directeur régional de l'urbanisme est le second responsable de cet accident grave ayant entraîné deux morts.

5) Concernant le Laboratoire d'Etudes et d'Essais Géotechniques, LEEG, il faut dire tout de suite que son incapacité en ressources humaines et en équipements

adéquats pour une telle profession se sont avérées au grand jour.

Il a mis en doute le professionnalisme de tous les intervenants dans ce projet. Il doit se mettre à hauteur de mission par rapport à ses capacités intellectuelles et matérielles, sinon à défaut, se démettre et aller faire autre chose. En conclusion, si l'on veut désigner les responsables dans l'effondrement dudit immeuble à l'ACI, les coupables sont : le laboratoire L.E.E.G, le Cabinet d'Ingénierie BRID-SARL, le Cabinet d'Architecture QUARC, le Bureau d'Ingénierie Alpages, la Direction Régionale de l'Urbanisme. Chacun de ces services a failli à ses missions. Les trois bureaux d'Ingénierie ont fait honte à l'Ordre des ingénieurs conseils du Mali (O.I.C.M), par conséquent, ils méritent des sanctions.

Le Promoteur a loisir d'intenter un procès contre eux, pour non-exécution correcte de contrats. Même si la foi musulmane prédomine chez lui profondément, mais perdre banalement environ 900 millions de FCFA par la faute des soi-disant professionnels n'est pas tolérable de notre point de vue. Mais le dernier mot revient toujours au promoteur.

■ Alassane TRAORE





Insécurité : Des prêcheurs armés signalés dans plusieurs villages du Bélé Dougou

Au nombre de 12, des prêcheurs armés se déplacent sur 6 motos entre plusieurs villages du Bélé Dougou depuis le vendredi dernier. Si aucune réaction n'est encore venue de la part des autorités sécuritaires, ces hommes armés continuent leur route. Ils ont été aperçus dans le village de Ntjinifina dans la commune rurale de Massantola.

Le 20 septembre, six d'entre eux étaient arrivés dans le village de Nonkon, deux étaient noirs et quatre étaient clairs (Blancs), selon les villageois. Ils ont été chez l'imam de Nonkon et un jeune très bien connu dans le village avant de quitter les lieux. Ils ont également été signalés à Kamissara, Dossorola, Kerla, Barsagué, Ntjinifina puis Gwena. Ensuite, ils ont été vus à Ngalabougou, Sountiguila.

A cause de la présence de ces prêcheurs armés, les festivités de la célébration du 22 septembre ont été annulées dans la commune

de Massantola. Les limites Est de cette commune du cercle de Kolokani dans la région de Koulikoro sont à quelques 20 kilomètres de la ville de Banamba. Dans le cercle de Banamba circulent des djihadistes soumettant la population locale à leurs règles depuis plus d'une année.

Déjà, plusieurs écoles publiques ont été fermées dans le cercle de Banamba sur injonction de ces islamistes. Des témoins ont rapporté de nombreux incidents se rapportant à la tentative d'administration des villages par les djihadistes dans le cercle, notamment dans les villages à proximité de Touba, une localité que plusieurs enseignants ont fui entre 2018 et 2019. La prison de Banamba a fait l'objet d'une attaque par les djihadistes qui ont libéré 21 prisonniers en fin 2016.

Les villages du terroir du Bélé Dougou font ainsi l'objet d'incursions de prêcheurs salafistes hostiles aux traditions africaines. Les habi-

tants de la localité sont majoritairement Bambara et pratiquent dans plusieurs villages des cultes traditionnels ayant résisté aux bouleversements historiques de l'Afrique occidentale, y compris les guerres « omariennes » (El Hadj Omar Tall) et « Samoriennes » (Samory Touré).

La présence des prêcheurs armés dans la zone est perçue comme une menace sérieuse par les habitants du Bélé Dougou. C'est la preuve que la réponse des autorités à la présence des djihadistes dans le cercle de Banamba a été inefficace. Pire, le vendredi 20 septembre, les numéros verts donnés par le gouvernement ont été appelés en vain par des ressortissants de la localité pendant plus d'une heure.

Ce jour-là, les prêcheurs armés étaient dans le village de Nonkon qui n'est pas loin de la ville de Bamako. Les enturbannés ont eu tout le loisir de faire ce qu'ils voulaient chez l'imam du village, sans être inquiétés, avant de prendre une destination inconnue. En attendant, tous les habitants de la zone retiennent leur souffle avant le prochain acte des suspects qui étaient visiblement en reconnaissance de terrain.

■ Soumaila T. Diarra

Accord Pour La Paix et Dialogue National Inclusif : Les groupes armés divisés

Depuis quelques semaines, le peuple malien est de plus en plus inquiet par rapport aux circonstances nouvelles intervenues dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger.

Il y a d'abord eu un coup de gueule du nouveau ministre des Affaires étrangères et la coopération internationale (MAECI), Tiébilé Dramé, sur le comportement d'un des groupes armés, la CMA, face au drapeau national. Cela a été suivi par les révélations du président nigérien sur le double jeu des groupes armés (tantôt groupe rebelle, tantôt islamistes). Pire encore, la semaine dernière, le Niger s'est retiré du Comité de suivi de l'accord (CSA) et le président de ce comité, l'ambassadeur BOUTACHE a démissionné. Par ailleurs, la plateforme a relevé son porte-parole Me Harouna Touréh. Mais, ce dernier insiste et pose toujours des actes au nom et pour le compte de ce groupe armé.

Des communiqués signés par ce dernier sont démentis par la Plate-forme. (Voir encadré). Le Président de la République Ibrahim Boubacar Keïta n'a pas exclu l'hypothèse de réviser certaines dispositions de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation. Il l'a annoncé dans son adresse à la nation lors du 59^e anniversaire de l'indépendance du Mali. Le chef de l'Etat a

justifié cette révision par «les obstacles sur lesquels bute la mise en œuvre de l'accord». Si la Plate-forme se dit favorable à cette révision, pour la CMA l'accord n'a pas de problème.

Pour le chef de l'État, il est nécessaire de rediscuter certaines dispositions de l'accord pour faciliter sa mise en œuvre. IBK estime que des difficultés demeurent et cela malgré certains développements récents, dont la sortie de la première vague du DDR Démobilisation Désarmement et Réinsertion accéléré. « Je voudrais réaffirmer l'attachement du Gouvernement malien à cet accord, quitte à en discuter certaines dispositions, l'essentiel étant d'en conserver l'esprit », a déclaré le Président IBK. Il a « renouvelé son appel aux mouvements signataires et les a invité à tout mettre en œuvre pour un retour à une normalité constitutionnelle et administrative dont l'absence hypothèque lourdement tous les efforts du développement ».

Cette demande du chef de l'État a été bien reçue du côté de la Plate-forme. Selon un des responsables de ce groupe signataire, l'accord pour la paix et la réconciliation prévoit lui-même « sa révision ». « La Communauté Internationale a indiqué que s'il y a des difficultés dans la mise en œuvre de l'Accord d'apporter des solutions », rappelle Fahad Ag

Almahmoud membre de la Plate-forme. Mais il souligne qu'aucune de ses dispositions ne peut être modifiée sans le consentement des parties signataires et l'avis favorable de la médiation internationale.

Cependant, la Coordination des Mouvements de l'Azawad, CMA, pour sa part ne voit aucune entrave à l'accord qui exige une relecture. Elle pense plutôt qu'il y a des choses à apporter. Selon Attaye Ag Mohamed membre de la CMA : « s'il y a une révision, c'est la négociation qui sera refaite ». Il ajoute que « l'accord respecte les principes. Donc il n'y a pas de question qui pourrait ne pas être mise en œuvre ».

Pour le politologue Boubacar Bocoum, la révision est bel et bien possible. Mais il estime qu'il ne faudrait pas qu'elle se fasse de façon unilatérale. Selon lui, « il faut une communication et une concertation globales sur les points à réviser ». Cela, dit-il, dans le but de rendre le document inclusif.

Quant au Dialogue National Inclusif la Coordination des Mouvements de l'Azawad a suspendu sa participation. « La CMA quitte le dialogue car IBK ouvre la porte à ceux qui rejettent l'accord de paix. » La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a annoncé mardi se retirer du « dialogue national inclusif ». Pour justifier ce retrait, Moussa Ag Attaher, le porte-parole des ex-rebelles, accuse le président malien de vouloir « revoir certaines dispositions de l'accord de paix » d'Alger, dont le groupe est signataire.

Affaire à suivre

■ Moctar Sow



Communiqué conjoint : Rencontre CMA-Plateforme tenue le 17 septembre 2019 à Kidal



Suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, au retard pris dans la mise en oeuvre de l'APR, aux questionnements et recommandations de la résolution 2480(2019) de l'ONU et au report unilatéral de la 38^e session du CSA. La CMA et la Plateforme réitèrent leur attachement à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et à sa mise en oeuvre intégrale et appellent la Partie gouvernementale à ne pas céder à la tentation de s'écarter du cadre de l'APR.

Les deux Parties soucieuses du retour de la paix et de la sécurité conviennent :

1. De mutualiser leurs efforts pour la sécurisation des personnes et de leurs biens.
2. La CMA et la Plateforme réitèrent la requête exprimée dans la dernière déclaration de la CMA concernant la tenue, de toute urgence et avant toute autre étape, d'une réunion avec la Communauté Internationale et les autres Parties.
3. Les deux Parties adoptent une stratégie pour accélérer la mise en oeuvre Intégrale de l'APR.
4. La CMA et la Plateforme reconnaissent la pertinence et l'objectivité des recommandations issues de la résolution 2480(2019) de l'ONU.
5. Les deux Parties s'engagent à renforcer leur union et à préserver la cohésion sociale, la réconciliation et la consolidation du lien social et en appellent aux autres Mouvements à se joindre à cette dynamique.
6. Les deux parties dénoncent le silence des autorités face l'enlèvement des éléments nouvellement intégrés anciennement membres du MOC.

Les deux parties louent les efforts inlassables de la Médiation internationale et l'encouragent à persévérer. Elles remercient Son Excellence l'Ambassadeur Ahmed Boutache pour son leadership à la tête du CSA durant ces quatre dernières années et lui souhaitent bonne chance dans ses nouvelles fonctions.

Pour la CMA

Sidi Brahim Ould Sidatt

Pour la Plateforme

Me Harouna Toureh

Communiqué de la Plateforme sur les propos tenus par Me Harouna Toureh



Les Mouvements de la Plateforme du 14 juin 2014 d'Alger ont suivi avec une grande consternation les propos tenus par Me Harouna Toureh, en leur nom à Gao, en langue nationale Songhaï.

Ces propos qui contredisent totalement la ligne de conduite de la Plateforme amènent à mieux comprendre les grandes discordances qui opposent depuis un certain temps Me Harouna Toureh et le reste de la CMFPR d'une part et d'autre part d'avec la Plateforme toute entière qui l'ont d'ailleurs toutes deux déchargé de sa fonction de porte-parole.

La Plateforme en déduit que les choses sont maintenant claires et que le point de non-retour est atteint par Me Harouna Toureh qui après avoir largement contribué à créer et entretenir la crise au sein de la Plateforme rejoint aujourd'hui ses commanditaires pour la soit disante création d'un front commun pour sécuriser les populations, toutes choses dont Me Harouna Toureh ne s'était jamais soucié au sein de la Plateforme.

Nous laissons à l'opinion publique l'appréciation de ses déclarations sur le niveau de la sécurité à Kidal.

Toutefois la Plateforme confirme que Me Harouna Toureh agit en solitaire et ne saurait en aucun cas engager la Plateforme qui ne le reconnaît plus comme porte-parole.

La Plateforme réitère son engagement de poursuivre la mise en oeuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger avec tous ceux qui sont honnêtement engagés.

Bamako, le 24 septembre 2019.

Pour la Plateforme

Sur la situation tendue à Niono : Le parti SADI se prononce

Les responsables du parti SADI étaient face à la presse ce mardi, 24 septembre 2019. L'évènement a eu lieu au siège national du parti sis à Djélibougou

Principalement animé par le Président du parti SADI, Dr Oumar Mariko, qui avait à ses côtés au présidium son secrétaire Administratif Nouhoum Keita, le secrétaire Politique Babarou Bocoum et l'Honorable Amadou Araba Doumbia député du cercle de Niono, secrétaire à la communication du parti, tous membres du Bureau Politique du SADI.

Cette conférence de presse avait pour objectif de donner la position à l'opinion nationale et internationale sur les incidents tragiques survenus dans le cercle de Niono le 19 septembre dernier.

Après son mot de bienvenue aux hommes et femmes de la presse, le Président Oumar Mariko a, dans son discours d'ouverture, affirmé que le parti SADI traverse une période douloureuse suite à la disparition physique prématurée de ses cadres Inza Diarra des Etats-Unis

d'Amérique, Fadel Mariko ancien maire de Koulondiéba et Fadel Traoré de la Commune V du District de Bamako.

A cette lugubre liste, il a ajouté l'incendie de la radio Kayira de Niono.

Ensuite, il a passé la parole aux secrétaires Administratif Nouhoum Keita qui a lu la déclaration liminaire du parti sur les incidents tragiques survenus à Niono le 19 septembre 2019.

Pour les responsables du parti SADI, la mort du jeune manifestant Adama Dembélé et du Commissaire Divisionnaire Issiaka Tounkara est due à une manifestation pacifique qui a dégénéré et qui s'est soldée par de nombreux blessés parmi les manifestants et les policiers, le saccage et la destruction du commissariat de police qui a été incendié.

Aux dires des cadres du parti, ces événements sont survenus suite à l'opposition des populations de Niono au retour du commissaire dont elles avaient exigé le départ suite à la fracture de la jambe d'un motocycliste lors d'une opération de contrôle de vignette par un élément de la police.

Dans sa déclaration liminaire, les responsables du parti SADI ont condamné sans réserve la mort par balle du jeune Adama Dembélé dit Papou et du commissaire Issiaka Tounkara et l'incendie de la radio Kayira.

Ils ont également exprimé leurs condoléances aux parents, familles et proches des victimes et prié pour le repos de leurs âmes. Avant de souligner que ces événements malheureux de Niono, comme partout ailleurs, traduisent le sentiment de malaise général des citoyens qui refusent désormais l'oppression administrative et politique, l'incurie des organes de l'Etat et la mauvaise gouvernance.

En outre, les cadres du parti SADI mettent cet incident sous le compte du Ministre de la Sécurité qui n'aurait pas été à la hauteur de la situation et n'a pris aucune mesure d'apaisement sous prétexte qu'en accédant aux revendications des populations que cela créera un précédent fâcheux et affaiblira l'autorité de l'Etat.

Pour sa part, l'Honorable Amadou Araba Doumbia a déclaré que cette affaire fera l'objet d'une question orale entre le Ministre de la Sécurité le Général Salif Traoré et lui au cours de la prochaine rentrée parlementaire prévue pour le 7 octobre 2019.

■ Alpha Sidiki Sangaré



Adama Sangaré au pôle économique : Les raisons d'une interpellation

Ce n'est plus un secret. Le maire du district de Bamako a été entendu, la semaine dernière, par les limiers du Pôle économique et financier de Bamako.

Pour quelle raison ?

C'est là toute la question qui fait l'objet de commentaires tant dans les « grins » que dans les salons feutrés et sur les réseaux sociaux. D'après nos investigations menées sur le terrain, nous sommes en mesure de donner un début de réponse, tout en respectant scrupuleusement le secret de l'instruction. C'est dire que nous nous limiterons aux faits, rien qu'aux faits. Les autres détails relèvent de la Brigade d'investigations judiciaires du Pôle économique et financier de Bamako.

Les faits

Il nous revient en effet de sources judiciaires que le maire du district de Bamako, Adama Sangaré, a été convoqué au Pôle économique de Bamako suite à une dénonciation faite par un responsable de la société Energie du Mali (EDM-SA) sur l'exécution des travaux d'embellissement de la ville de Bamako à l'occasion des festivités du Cinquantenaire du Mali. C'est le président de la République de l'époque, Amadou Toumani Touré, qui a ordonné au maire du District, Adama Sangaré, de piloter les travaux. C'est ainsi que la Mairie du District est devenue le maître d'ouvrage et la société Energie du Mali, maître d'ouvrage délégué. Un contrat de prestation a ainsi été signé avec l'Entreprise Sidi Oumar Traoré (ESSOT). L'objet dudit contrat portait sur l'éclairage public de Bamako et l'illumination de certains monuments et places publiques. Ledit contrat a été signé le 17 août 2010 pour un délai d'exécution de huit (8) semaines.



En un laps de temps, notre capitale a changé de visage. Les populations de Bamako et les étrangers qui vivent parmi nous ne cachaient plus leur étonnement face à ce changement radical. Pour une fois, le travail a été correctement exécuté et tout le matériel livré à temps entre fin août et début septembre.

Des sous-traitants ont aussi été recrutés pour les besoins de la cause. C'est ainsi que l'Entreprise EMTI a été choisie pour faire le boulevard de la CEDEAO et le Pont Fahd. Des travaux qui ont été réalisés dans le délai contractuel.

Une deuxième entreprise a aussi été mise à contribution pour faire 18 monuments ciblés et le Pont des Martyrs, compte tenu du fait qu'il y avait une extrême urgence. En outre, la voie principale Aéroport international Bamako-Sénou/ Koulouba a été privilégiée. Il fallait aussi faire l'illumination en chaussée et les piles, c'est-à-dire les supports et de reprendre la lumière.

Tous ces travaux d'Hercule ont été faits dans les délais d'exécution, au grand bonheur de

tous les Maliens. Le reliquat des monuments a été fait en 2010. Et malgré le retrait d'une entreprise sénégalaise à la faveur de la crise sécuritaire et politique qui a frappé le Mali, une autre entreprise malienne, ETE, a continué les travaux. A en croire l'un des acteurs de tous ces travaux d'embellissement, « le marché a été exécuté à 100% ».

Pourquoi cette interpellation aujourd'hui ?

Il faut le dire, les responsables qui sont convoqués aujourd'hui au Pôle économique et financier pour un prétendu détournement méritaient une reconnaissance de la patrie. Au lieu de cela, on se focalise sur une dénonciation calomnieuse pour les salir. La justice malienne ne doit pas accepter de se faire instrumentaliser par des gens dont la seule motivation est la vengeance.

■ Birama FALL

Mamadou Diarrassouba, député élu à Dioïla : « Il n'y a pas un Mali de la majorité et un Mali de l'opposition... »



Surnommé le "grand bâtisseur" par ses collègues à cause de son sens élevé du devoir et de son sérieux dans le travail, l'honorable Mamadou Diarrassouba est un grand démocrate et un patriote convaincu. A l'occasion des 59 ans de l'accession du Mali à l'indépendance, il a tenu un message hautement patriotique et républicain. Lisez plutôt !

Maliens, Maliennes ; Mes chers Amis du Mali !

Il y a 59 ans, le Président Modibo Keïta déclarait, le 22 septembre 1960, le Mali indépendant. Mes chers frères et sœurs du Mali, voilà donc 59 ans que la République du Mali a pris sa place dans le concert des nations indépendantes. 59 ans que les Maliennes et les Maliens ont pris la décision d'être maîtres de leur destin et de décider en toute liberté de leur sort. A cet égard, permettez-moi à nouveau de citer le Père de notre Indépendance, le Président Modibo Keïta, qui s'adressait ainsi à la Nation, le 22 septembre 1960 : " Quand un

garçon devenu adulte s'en va prendre femme et fonde une famille, ce garçon se conduit en homme indépendant... A lui, le juste orgueil de la liberté. A lui également les durs travaux et les tracasseries "

Il ne suffit donc pas de ressentir la liberté d'être indépendant, il s'agit avant tout d'en assurer toutes les contraintes.

Il s'agit ensuite de construire chaque jour les fondements de cette indépendance. Parce que l'indépendance n'est jamais un acquis, mais demeure une œuvre quotidienne, qu'il nous faut chaque jour parfaire.

Mes chers frères et sœurs, Assumer d'être indépendant, c'est accepter d'exister en soi, avec ses forces et ses faiblesses. Assumer d'être indépendant, c'est croire d'abord en soi plutôt que d'espérer en permanence le regard ou la bénédiction de l'autre.

Assumer d'être indépendant, c'est arrêter de penser que l'herbe est toujours plus verte et plus grasse ailleurs que chez soi. Assumer d'être indépendant, c'est arrêter d'attendre la

vérité des autres. Car la Vérité du Mali, c'est d'abord celle des Maliens. Assumer d'être indépendant, c'est vivre en Patriote digne et fier du sol qui nous a donné la vie car, comme disait Romain Gary, « Le patriotisme c'est l'amour des siens, le nationalisme c'est la haine des autres ». Chérissons donc notre patrie, sans haine pour les autres. Assumer d'être indépendant, c'est enfin reconnaître que l'erreur fait partie de la vie, car pour bien marcher, l'enfant commence souvent par trébucher, sinon par tomber.

L'essentiel étant de se relever et de poursuivre sa marche. Oui ! Être indépendant je le répète, c'est avancer à notre manière et à notre rythme, sans pour autant répondre aux canons fixés par les arbitres des élégances démocratiques ou économiques. En effet, s'il n'y a aucune honte à s'inspirer d'autrui, tout comme à écouter les conseils, un peuple indépendant doit cependant pouvoir puiser dans son génie et ses réalités propres pour tracer sa voie.

Mes frères et sœurs,

Construire, chaque jour que Dieu fait, les fondements de notre indépendance, c'est d'abord consolider chaque matin ce qui fait de nous une Nation, c'est-à-dire l'appartenance à une même terre, à une même mère : le Mali !

Il nous faut pour ce faire, extirper de notre inconscient collectif cette attitude malsaine, qu'on appelle la haine de soi. Cette haine de soi qui voit certains Maliens se réjouir du malheur d'autres Maliens. Maliens, Il n'y a pas un Mali de la Majorité et un Mali de l'Opposition, encore moins un Mali d'ailleurs. Le mal que nous pouvons faire, nous le faisons à nous-mêmes, aux Maliens et à notre Mali. A ce Mali Uni, Indivisible et Immortel que nous ont légué nos anciens, et qu'à notre tour, nous léguerons à nos enfants. Ce Mali, nous devons l'aimer plus que nous-mêmes, plus que notre ethnie, plus que nos régions, plus que chez les autres. Construire les fondements de notre Liberté, c'est aussi œuvrer à l'émergence de notre pays, en puisant dans nos valeurs traditionnelles et notre patrimoine culturel, tout en bâtissant une économie moderne, forte et diversifiée.

Bonne fête d'indépendance à Tous Vive la République ! vive le Mali

59 ans après l'indépendance : Le paradoxe malien !



A lors que le pays a célébré le 59ème anniversaire de son indépendance ce dimanche 22 septembre, les Maliens continuent de mourir de faim. Pourtant, le Mali dispose de suffisamment de ressources naturelles pour conjurer un tel sort. Les raisons dans notre analyse.

La couleur « or » de notre drapeau national, donnée à la deuxième bande verticale, représente cette matière précieuse que recèle le sous-sol du Mali, en plus d'autres ressources minières potentielles. La couleur or témoigne donc de la conscience qu'avaient les premiers responsables maliens de ce patrimoine qui est le nôtre et qu'ils entendent défendre à tout prix. Que s'est-il passé ? Ils ont tout simplement été éliminés, physiquement ou politiquement, par la France.

Si nos décideurs politiques actuels ne prennent pas l'initiative d'exploiter nos ressources minières dans les prochaines décennies, d'autres nations viendront, de gré ou de force, les exploiter à leur profit. Car au 21ème siècle, « il n'est plus possible que des matières premières continuent à dormir, sous prétexte que leur exploitation bouleverserait le mode de vie

de ceux qui ont la chance de vivre où elles se trouvent ».

Les ressources naturelles ne sont que des potentialités qu'il faut transformer pour en faire des richesses. Mais ces richesses ne peuvent être facteurs de développement que par l'usage que l'on en fait. Il est important de souligner qu'avant l'usage, il y a la participation des populations dans le processus de production. Cet aspect capital échappe aujourd'hui aux Maliens. Nous avons des entreprises de production d'or ou de construction des infrastructures "clés en main" à la place des entreprises "clés en tête". Après 59 ans d'indépendance, où sont les entreprises maliennes les BTP, d'exploitation industrielle de l'or, du ciment et autres matériaux de construction, de transformation de nos produits agricoles ? Il y en a très peu ou pas du tout quand on sait que celles qui existent arrivent à peine à fonctionner.

Le secteur minier malien au niveau étatique se caractérise comme suit : l'absence de vision, de stratégie, de volonté politique. Sinon comment expliquer que depuis près de 30 ans. 1- l'État se contente de 20% de participation

dans le capital des sociétés aurifères. Ce taux a été imposé au Mali par la SFI au montage de la Semos (Sadiola). Si cela pouvait être tolérable il y a 20 ans, il n'est pas admissible que ça continue de nos jours ;

2- l'absence d'impact sur le développement local :

- Route Kayes-Sadiola-Kéniéba,
- État des infrastructures sanitaires, d'éducation à Kéniéba, Morila, Kadiolo.
- la mauvaise affectation des recettes prélevées sur les sociétés minières.

Prenons un seul exemple : le Mali aurait boosté la prospection minière si la dime (2,5%) des 250 à 350 milliards de recettes sur les sociétés minières par an soit 6,250 à 7,500 milliards étaient affectée à la DNGM (Direction nationale de la géologie et des mines) pour la recherche minière. Pour cela, les fonds seront débloqués en fonction de la qualité des projets de recherches soumis à l'approbation des décideurs et renouvelés en fonction des résultats obtenus.

■ **Sambou Sissoko**

MAECI : L'ex opposant à IBK bat le record des nominations



Le Conseil des ministres du 04 septembre 2019, à travers un océan de nominations opérées par le Ministre Tiébilé Dramé au Département des Affaires Etrangères, a vivement secoué l'opinion publique nationale. Ces nominations (environ une quarantaine), issues de tractations népotistes et claniques, battent incontestablement le record dans un pays de plus en plus vidé de ses ressources à cause d'une corruption endémique érigée en système de gouvernance. Finalement, le bélier en chef confirme, à juste titre, que « le chien ne change jamais sa façon de s'asseoir ! » La génération politique et idéologique d'où est issu le bouillant Tiébilé Dramé, reste jusqu'ici vue par un nombre écrasant de Maliens, comme la source première de tous les problèmes que vit actuellement le pays. Cette perception, presque commune à toute l'opinion nationale, aura valu à Tiébilé Dramé d'être es-

tampillé des pires illégitimités politiques et morales, au point de n'inspirer que du dégoût aux Maliens, chaque fois qu'il apparaissait devant le public. Ce désaveu, persistant chez nombre de compatriotes, a fini par faire de Tiébilé Dramé, un cadavre politique puant qui ne devrait qu'être jeté dans les égouts tant ces individus « abominables » ont trahi l'espoir du peuple malien, à travers, notamment, ce qu'ils ont malicieusement appelé « Démocratie ». Venu dans l'Opposition politique, suite à un basculement spectaculaire de l'histoire, Tiébilé Dramé qui ne pouvait plus s'enrichir gratuitement sur le dos du contribuable malien comme il l'a toujours fait depuis son entrée dans l'arène du pouvoir, avait commencé à être amèrement confronté à des problèmes pécuniaires au point de s'avérer incapable de payer même ses factures domestiques. Dans cette opposition qu'il a animée, pendant un peu plus

de 5 ans, Tiébilé Dramé n'a essentiellement consacré ses énergies qu'à dénoncer les mêmes pratiques de mal-gouvernance auxquelles il avait, lui-même, activement pris part sous les régimes précédents (ceux d'ATT et Alpha). Donc, l'homme savait pertinemment bien de quoi il parlait, car, ayant, lui aussi, été antérieurement auteur des mêmes crimes. L'on avait, d'une certaine manière, cru que ces 5 ans d'épouvantables misères politiques et sociales vécues par Tiébilé Dramé, lui auraient conséquemment servi de leçon à travers les enseignements de l'histoire qu'il eut tirés. Mais c'était mal connaître la nature profondément sournoise et inhumaine d'un politicien tant qu'il n'a pas encore accès à la gestion publique. Nommé Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale dans le Gouvernement Boubou Cissé, voici que Tiébilé Dramé revient à ses vieilles amours avec une nomination record d'une quarantaine de cadres, parmi lesquels, plusieurs auraient dû être en prison si la Justice malienne avait objectivement joué son rôle.

Ces nominations politiques au sein des juridictions diplomatiques rattachées au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, ont été essentiellement élaborées sur des bases frauduleuses, au péril, non seulement, du mérite, mais aussi, d'une gestion parcimonieuse des maigres ressources de l'Etat. Aussi, ces nominations faites par le Ministre Dramé et qui sont, en ce moment, à l'origine d'un conglomerat de frustrations dangereusement exprimées par des membres de la famille diplomatique malienne, s'apprêtent éminemment à enflammer le Département des Affaires Etrangères à travers une grève inédite à partir du 23 septembre prochain.

Ce énième front social aura été l'œuvre inconsciente de l'actuel Ministre de tutelle, Tiébilé Dramé, celui-là même qui avait injurieusement traité le régime IBK des plus grands crimes de notre vie de nation. Aujourd'hui, placé aux affaires à la faveur d'un Accord politique mort-né, l'ex-directeur de campagne de Soumaïla Cissé, est visiblement en train de s'accaparer du leadership des mêmes affaires louches et ignobles qu'il reprochait, hier, à un régime dont il est, lui-même, devenu un éminent griot.

■ **Modibo Kane Diallo**

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Organisation mondiale du tourisme : La colère de Abdoul Karim Sango en Russie



La 23e session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et la 62e réunion de la Commission pour l'Afrique de l'OMT (CAF/OMT) se sont tenues du 9 au 13 septembre derniers à St Pétersbourg en Russie.

Une délégation du Burkina Faso conduite par le ministre Abdoul Karim Sango a participé à ces rencontres. Visiblement, le ministre de la Culture burkinabè n'était pas content du déroulement de ces activités. Lisez plutôt cet extrait de son discours à cette tribune :

« Primo, il s'agit de l'annulation de la présente réunion prévue pour se tenir au Mali. Loin des formules diplomatiques, je voudrais indiquer ici qu'il s'agit d'un pré-

cedent fâcheux. Il faut arrêter de tenir des discours qui font croire que les gens ne vivent plus dans nos pays. L'Afrique n'est pas plus en insécurité que les autres parties du monde. Si nous sommes une communauté au sens de la Charte des Nations Unies, c'est dans les moments difficiles que nous devons nous retrouver dans nos Etats. Les cultures africaines nous enseignent que l'amitié et la fraternité doivent se manifester dans les temps difficiles. Ça me dérange, en ma qualité de ministre africain, que nous venions discuter des problèmes spécifiques du continent à l'étranger, même si je remercie la Fédération de

Russie pour son hospitalité. Le peuple malien et son gouvernement auraient été très heureux d'accueillir cette réunion de la CAF/OMT en nous faisant profiter du djatiguiya. Cela aurait constitué un bel acte de solidarité entre Etats africains. Secundo, il me semble que nous devons développer davantage le tourisme interne. Les statistiques mondiales (67 millions sur plus d'1 milliard) en termes de touristes visiteurs, ne sont pas favorables au continent africain. Alors, si les autres ne viennent pas chez nous, allons chez nous! Si nous voyageons en intra-africains, on fera déjà améliorer les statistiques au profit de nos économies. Hélas ! Nous, Africains, avons encore le regard trop tourné vers l'Occident. Il faut changer radicalement cette perspective. Le gouvernement du Burkina Faso est résolument engagé à promouvoir le tourisme interne et nous espérons un accompagnement technique de l'OMT. Tertio, j'entends parler de recherche de financement pour le secteur. Cela est très bien. Toutefois, les investissements doivent être prioritairement recherchés en Afrique, auprès des Africains. Parce que les Africains disposent de beaucoup de ressources. Nous devons renforcer les capacités des investisseurs africains, leur créer des facilités pour investir sur place dans la réalisation des infrastructures touristiques de haut standing et moyen. Cela requiert un accompagnement technique de l'OMT ».



Minerai de fer : L'Iran impose une taxe sur ses exportations

Depuis le début de la semaine, les exportations de minerai de fer iranien sont taxées à hauteur de 25 % par le gouvernement de Téhéran. Le but affiché par les autorités : soutenir l'industrie iranienne de l'acier, consommatrice de ce minerai.

La mesure, annoncée début septembre, vient d'entrer en vigueur ce lundi. L'Iran impose désormais une taxe de 25 % sur ses exportations de minerai de fer, une des principales ressources de son sous-sol, après le pétrole et le gaz. La République islamique est devenue le 8e exportateur de minerai de fer en 2017, avec près de 22 millions de tonnes vendues. En 2019, le volume aurait dû avoisiner ce niveau, après un déclin l'an dernier. Le minerai iranien avait l'opportunité de se substituer partiellement au minerai brésilien, moins abondant depuis la rupture du barrage de Brumadinho, qui a poussé le groupe minier Vale à

fermer certaines mines de fer au Brésil.

Sanctions américaines

Mais les sanctions de Washington compliquent les ventes iraniennes de minerai de fer à l'étranger. Ce minerai est désormais visé, tout comme l'acier, l'aluminium et le cuivre, par le nouveau train de sanctions américaines, imposé au mois de mai dernier. Impossible pour l'Iran de vendre son fer par les circuits bancaires officiels ou sans transbordement portuaire.

Même la Chine, qui absorbait 90 % des volumes de minerai de fer iranien, fait désormais la fine bouche. Les achats du géant asiatique de l'acier ont diminué de 25 à 30 % depuis juillet.

Chute des prix mondiaux depuis

juillet

Concession de Pékin à Donald Trump ? Plus prosaïquement la Chine a moins envie de s'embêter avec l'origine iranienne depuis que les prix mondiaux du fer, six mois après leur brutale envolée de janvier, sont revenus à un niveau raisonnable chez d'autres fournisseurs, comme l'Australie ou l'Afrique du Sud.

L'Iran prend acte de la baisse des prix et des volumes perdus. « Imposer une taxe de 25%, c'est à la fois tirer davantage de revenus du minerai exporté, estime l'économiste Thierry Coville, alors que le pays est en pleine récession... et protéger l'industrie iranienne de l'acier de tout risque de pénurie de minerai ».

Une mesure symbolique

« La rationalité économique de cette taxe est faible, juge le spécialiste des métaux Yves Jégourel, elle a davantage une dimension politique et symbolique, comme souvent lorsqu'il s'agit de l'acier, lié à la construction de la nation ».





Venezuela : Les députés chavistes font leur retour à l'Assemblée nationale

Ce mardi 24 septembre 2019, la séance de l'Assemblée nationale vénézuélienne à Caracas accueillait pour la première fois depuis 2016 les députés chavistes. REUTERS/Ivan Alvarado

Mardi 24 septembre 2019, les députés fidèles à Maduro ont fait leur retour à l'Assemblée nationale à la suite d'un accord avec l'opposition. Cependant, ils continuent à considérer les décisions de l'Assemblée comme nulles. Les députés chavistes, fidèles à Nicolas Maduro, ne siégeaient plus à l'Assemblée nationale depuis 2016, lorsque la Cour suprême, proche du président, a jugé le Parlement en « desacato », c'est-à-dire toutes ses décisions comme nulles et non avenues. Mais ils ont décidé de revenir à la suite d'un accord passé il y a une semaine avec une partie minoritaire de l'opposition.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la séance a été particulièrement houleuse. Dès leur entrée dans le palais législatif, les députés chavistes donnent le ton. « Vive Chavez ! », « Vive la patrie ! » scandent-ils sous le regard parfois agacé des députés d'opposition. Avant de s'engouffrer dans l'hémicycle, remontant presque les manches à l'idée du débat qui s'annonce, les parlementaires du camp présidentiel précisent d'emblée qu'ils ne sont pas là pour offrir une quelconque légitimité au Parlement. Saul Ortega, député chaviste de Carabobo, insiste sur ce point : « **Cette assemblée reste en "desacato" et M. Guaido est un produit de l'illégalité. Nous venons pour une discussion politique, intervenir avec notre raison, nos idées, pour exposer les points de vue du peuple du Venezuela majoritaire qui a élu Nicolas Maduro.** »

Une reconnaissance de l'Assemblée pour l'opposition

Mais malgré cela, les députés d'opposition estiment qu'en revenant, les chavistes reconnaissent de fait l'Assemblée nationale. C'est le cas d'Edgar Zambrano, le vice-président du Parlement libéré la semaine dernière après plus de quatre mois d'emprisonnement : « **C'est un nouveau pas vers la recomposition politique dont le Venezuela a besoin. C'est une bonne chose ! C'est une reconnaissance du Parlement national, du seul pouvoir légitime élu par le peuple, donc ils sont les bienvenus !** »

Reste qu'une fois dans l'hémicycle, chaque camp s'accuse de tous les maux : les chavistes dénoncent un coup d'État permanent de l'opposition, laquelle répond en listant les arrestations arbitraires et les exécutions extrajudiciaires. Le premier débat contradictoire en trois ans vire très vite au combat de coqs. Quant au dialogue tant attendu, il semble bien avoir du plomb dans l'aile.

Alpha Condé annonce un référendum : Le conseil de Fodé Oussou à Kassory Fofana

Comme indiqué dans une de nos précédentes dépêches, le chef de l'Etat a profité d'une rencontre avec des membres de la communauté guinéenne à New York, aux Etats-Unis, pour annoncer, ce lundi, 23 septembre 2019, la tenue d'un référendum constitutionnel. Le président Alpha Condé a demandé à ses partisans d'aller se faire délivrer les cartes électorales et de se préparer pour « le référendum et les élections ». Après cette annonce, le vice-président de l'UFDG (principal parti de l'opposition guinéenne) a donné un conseil au Premier minis-



tre. Dr. Fodé Oussou Fofana estime que pour sa crédibilité, Ibrahima Kassory Fofana, le chef du Gouvernement doit annoncer dès demain, mardi, la fin des consultations nationales. « Nous avons eu raison de n'avoir pas répondu à ces consultations. Aujourd'hui, ceux qui sont allés en ont eu pour leur grade. Nous avons toujours dit que monsieur Alpha Condé n'a aucun respect pour le peuple de Guinée ! Ce qui l'intéresse, c'est son troisième mandat...

», a notamment dénoncé l'opposant, se moquant sérieusement des acteurs politiques et sociaux qui ont défilé ces derniers temps à la Primature « pour RIEN » ! Mais, au-delà des déclarations, que pourront bien faire les opposants à un troisième mandat, suite à cette annonce du chef de l'Etat, qui semble très déterminé à faire passer son projet ? C'est toute la question. A suivre !

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Sélectionneur équipe nationale : Magassouba face à un dilemme



Le sélectionneur intérimaire de l'équipe nationale du Mali fait face à un dilemme présentement. En effet, Mohamed Magassouba doit faire le choix entre la direction technique et le poste de sélectionneur des Aigles pour éviter le cumul de fonction qui ne serait pas du goût du ministère des Sports. Le nouveau comité exécutif de la Femafoot veut rapidement trouver un sélectionneur pour les Aigles du Mali. Fervent supporter de la politique de valorisation de l'expertise locale, le président Mamoutou Touré Bavieux Touré laisse le libre choix au technicien Malien, Mohamed Magassouba de choisir entre la Direction technique Nationale (qu'il occupe) et l'équipe nationale (qu'il gère par intérim) pour mieux se concentrer sur son choix et éviter de disperser ses compétences et forces entre les

deux fonctions au point de les rendre inefficaces.

Dans un entretien accordé à Africable, le patron de la Femafoot s'est longuement prononcé sur le sujet. **“J'ai eu un entretien très fécond avec le sélectionneur Magassouba. Le sentiment qui nous anime aujourd'hui c'est que Magassouba est en train de faire un très bon travail au niveau de la sélection. Le niveau de jeu et le volume de jeu de notre équipe nationale en ressentent suffisamment.”**, a ainsi salué les efforts de Magassouba.

Pour Bavieux, les deux fonctions ne sont pas compatibles pour l'atteinte des objectifs visés. **“Il faut aussi comprendre qu'il est le sélectionneur national par intérim et en même temps Directeur technique natio-**

nale. Nous avons eu cette discussion avec lui pour lui dire que les deux fonctions, du point de vue du Comité Exécutif, sont incompatibles dans la mesure où nous voulons que Magassouba travaillé sereinement en se consacrant à l'équipe nationale du Mali. Nous voulons que ce travail se fasse dans la plus grande concentration possible car c'est un chantier très vaste et très immense. Nous voulons qu'il y ait un suivi et un fichier sur tous les joueurs maliens. Vouloir coupler cela avec la direction technique qui est aussi quelque chose de grandiose nous paraît impossible. Nous avons donc demandé à notre sélectionneur que nous souhaiterions qu'il puisse se consacrer à l'équipe nationale et qu'ensemble avec tous les acteurs du football comme on l'a fait lorsqu'on recrutait Magassouba qu'on fasse un appel à candidature pour le poste du Directeur technique national et que Magassouba soit là dans un premier temps pour orienter et encadrer la personne qui sera à la direction technique. Nos discussions sont en cours et notre souhait est que Magassouba reste sélectionneur des Aigles du Mali car il est en train de faire du bon travail. A ce niveau mais nous ne voulons pas qu'il soit directeur technique et en même temps sélectionneur”, a-t-il expliqué.

Tout en gardant l'espoir que Magassouba choisira le poste de sélectionneur, la Femafoot dit avoir donné du temps à l'intéressé de faire son choix: **“Nous lui avons laissé le choix de réfléchir mais à priori nous voyons Magassouba continuer comme sélectionneur national des Aigles du Mali. Magassouba est un Malien et il est en train de réaliser de très bonnes choses avec l'équipe nationale. Je ne vois pas de raison qu'on puisse rompre cette bonne dynamique. Mais si lui-même venait d'en décider autrement pour, par exemple, vouloir rester au niveau de la direction technique, le Comité exécutif en accord avec l'autorité de tutelle qui est le département des Sports, nous allons voir dans quelle mesure nous serons amenés très rapidement à chercher quelqu'un d'autre.”**

■ Alassane Cissouma

Kelvin Maynard assassiné : L'ancien footballeur néerlandais abattu à Amsterdam

Kelvin Maynard, ancien défenseur de Burton Albion, âgé de 32 ans, a été tué par balle par des hommes armés non identifiés mercredi, 18 septembre.

Alors que les tireurs se sont échappés du lieu du crime sur un scooter noir, les médias rap-

portent que le joueur néerlandais-surinamien était décédé des suites de blessures qu'il avait subies lors de l'attaque, même après que des policiers de la caserne de pompiers aient tenté de l'aider.

"Tout le monde à Burton Albion est attristé

d'apprendre le décès tragique de notre ancien joueur Kelvin Maynard", a déclaré le club dans un communiqué. "Nos condoléances vont à toute sa famille et ses amis en ce moment difficile."

Le footballeur passionné du Royal Antwerp et membre du club hollandais Alphonse Boys a rejoint Burton en novembre 2014 à la suite de la nomination du Néerlandais Jimmy Floyd Hasselbaink comme manager.

L'arrière latéral a aidé les Brewers à remporter le titre de la Ligue 2 lors de sa première saison au club.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnerez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attélerez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaiterez aller de l'avant et vous entraînerez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités.

Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie